



LE MAILLON DECHAINÉ

N° 49 - 7 novembre 2017

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste



GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DES USINES FORD / BLANQUEFORT

Contester le paradis des riches, une lutte sociale et politique

L'affaire des « Paradise Papers » met au grand jour une partie de la dissimulation permanente organisée par les riches de la planète, plus de 350 milliards d'euros placés dans des paradis fiscaux, soit plus que le budget de l'Etat français. Des « *évasions fiscales* » qui s'ajoutent à bien d'autres. L'an dernier, c'étaient les « Panama Papers » qui révélaient comment des paradis fiscaux servaient au blanchiment d'argent. Cette fois, c'est « *en toute légalité* » que ces capitaux sont soustraits au contrôle des Etats, et même avec leur complicité, puisqu'ils permettent

tous cette « *optimisation fiscale* »... Les noms de nombreux dirigeants sont impliqués : la Reine d'Angleterre, des proches du 1^{er} ministre canadien, de Trump, des dirigeants de multinationales et des grandes fortunes d'Europe, de France...

L'affaire donne tout son sens aux « *premiers de cordées* » de Macron... cette fable qui prétend que les riches tirent les autres vers le haut. Ils ne font que se servir, et ils ont le culot de dire que l'éducation et la santé coûtent trop cher, que l'Etat doit supprimer des emplois de fonctionnaires, qu'il faut en finir avec l'assistanat des chômeurs, qu'il faut faciliter les licenciements...

Les « Paradise Papers » révèlent à quel point le capitalisme est le paradis des riches, un système parasitaire pour aspirer les richesses produites par les travailleurs par mille canaux, la dissimulation fiscale, les cadeaux de l'Etat, la dette, la spéculation, et plus profondément, l'exploitation du travail des salariés.

Contester ce système

Face à l'ampleur de l'offensive patronale, les confédérations syndicales appellent à une nouvelle journée d'action le 16 novembre. Mais ces journées isolées ne suffiront pas, chacun le sait. Les confédérations sont désarçonnées, incapables de rompre avec la politique du « dialogue social » qu'elles mènent depuis des décennies. Pour elles, les journées d'action ne servent qu'à essayer de négocier. Mais face à un pouvoir qui ne négocie plus... c'est l'impasse.

En participant, à la journée de grève du 16 novembre, nous pourrions dire notre colère et affirmer la nécessité de la convergence des luttes, renforcer les liens entre tous ceux qui veulent engager une lutte résolue contre le gouvernement et le patronat, rassemblant les salariés du privé et du public, les chômeurs, les retraités et la jeunesse.

Contre les agressions de Macron et du patronat, chaque bataille est une lutte politique pour leur répondre pied à pied. Répondre à la morale de la réussite individuelle et du fric par celle du progrès collectif pour tous les travailleurs. Contre le racisme, les mesures contre les migrants, le repli national, défendre la solidarité internationale et l'ouverture des frontières.

Contre les reculs imposés par le capital, la seule réponse viendra de nos luttes et de notre capacité à faire le lien entre nos luttes d'aujourd'hui et le projet d'une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions, une économie dirigée par les travailleurs eux-mêmes, un communisme démocratique.



Victoire juridique sur la Ford Motor Company !

Le 2 novembre, la CGT a remporté une victoire juridique, le Tribunal jugeant que Ford n'avait pas respecté son engagement du maintien des mille emplois sur le site.

La décision est assortie d'une obligation pour la direction d'embaucher pour revenir au mille emplois, avec une astreinte de 500 € par jour à partir du 1er janvier 2018 si le compte n'y est pas.

Bien sûr la direction peut faire appel de la décision, mais c'est une bonne nouvelle pour nous. Cela conforte la lutte pour l'emploi et c'est un encouragement pour chacun de s'y engager.

La mobilisation à l'ordre du jour

Le Comité de suivi du 23 octobre n'a débouché sur aucune avancée. A l'appel de la CGT, nous nous sommes retrouvés à 150 manifestants, dont un bon tiers d'autres entreprises et syndicats venus pour défendre les emplois, devant la préfecture.

Depuis, nous avons débrayé 3 fois, avec notamment des assemblées générales où les prises de paroles ont été nombreuses. Certains ont rappelé 2008, les manif sur Bordeaux, devant les concessions et le blocage de l'entreprise. Les autres organisations syndicales ont été interpellées « *il faut y aller* »... « *Il faut bloquer le TTH c'est le moment ils ont besoin de pièces* », « *aller rendre visite à nos camarades de GFT* ». Bref, des AG vivantes qui ont mobilisé environ 120 salariés. C'est peu mais à la fois important pour reconstruire le mouvement.

Notre avenir est en jeu et chacun d'entre nous en est un acteur.

Pouvoirs publics : rien à dire ?

Dans la procédure au Tribunal, les pouvoirs publics ont regardé le match... et se sont bien gardés d'agir, alors qu'ils étaient directement concernés par l'engagement de Ford.

Ils ont versé 46 millions, dont une partie pour le chômage partiel, pour la formation professionnelle, pour des investissements, sans compte l'aubaine du CICE.

Quand il s'agit de filer du fric aux patrons, les pouvoirs publics ne sont pas regardants. Si on veut qu'il y ait un contrôle, à nous de nous en mêler !

Harcèlement sexuel : violence révélatrice d'un système d'oppression

Après l'affaire Weinstein dans le milieu du cinéma aux Etats-Unis, de nombreuses femmes osent dénoncer le harcèlement dont elles sont victimes, notamment au travail.

128 000 femmes ont déclaré à l'Ined (institut national d'études démographiques) avoir subi au moins une forme de violence sexuelle sur leur lieu de travail en 2016. Huit femmes sur dix rapportent avoir été confrontées à des attitudes sexistes dans leur vie professionnelle.

La loi interdit pourtant le harcèlement sexuel, mais seulement 5 % des cas sont portés devant les tribunaux. En effet, les sanctions sont rares car c'est à la victime d'apporter la preuve au pénal. Et la plupart des victimes, souvent par crainte de perdre leur travail, préfèrent se taire. Le plus souvent, les femmes harcelées se mettent en arrêt maladie et finissent par être licenciées.

Le gouvernement prétend faire de la lutte contre le harcèlement une priorité, alors que le budget du ministère des droits des femmes vient de baisser de 27 % et que les dotations des associations féministes sont en diminution. Sans compter qu'aucun gouvernement jusqu'à présent n'a obligé les entreprises à appliquer l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes (celles-ci percevant 27 % de moins).

La façon dont les femmes sont traitées dans cette société est révélatrice d'une société capitaliste, au service des plus puissants, qui exploite encore plus les plus vulnérables, les femmes, les plus précaires.

C'est en luttant ensemble, femmes et hommes contre ce système, que nous construisons des relations égalitaires.



Ne pas jeter sur la voie publique... laisser traîner dans l'atelier...